

## Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## **Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Restanque - Projet de centre de secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) - Aménagement des parcelles OL 48p, OL 51p et OL 91 situées rue du Mas Saint Pierre - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La loi n°96-369 du 3 mai 1996 a mis en place une nouvelle organisation des services d'incendie et de secours à l'échelle départementale. A ce titre, le service incendie du District de l'Agglomération de Montpellier a été intégré au Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

A l'échelle du territoire départemental, le SDIS, établissement public sous la double autorité opérationnelle du Préfet et, administrative, du Président de son conseil d'administration, couvre environ 72 000 interventions par an. Sur l'ensemble des cinq grands domaines d'urgence que compte ses missions, le SDIS intervient à environ 65 % en matière de secours d'urgence aux personnes.

A ce jour, deux casernes sont installées sur le territoire de la Ville de Montpellier : le centre de secours Jean-Guizonnier, situé dans le quartier Mosson et le centre de secours Marx-Dormoy situé à Montaubérou, dans le secteur du Millénaire. Les terrains d'assiette de ces deux casernes ont fait l'objet de mise à disposition par le District dans le cadre de la loi du 3 mai 1996 précitée, mises à disposition toujours en vigueur.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département de l'Hérault arrêté en 2016 par le Préfet de l'Hérault fait le constat d'une nécessaire évolution du dispositif de secours sur la commune de Montpellier et pointe précisément le besoin d'amélioration des temps de secours sur une partie du territoire, en particulier l'hyper-centre. Afin de répondre à ce besoin de service public majeur et urgent, dans le cadre d'une étroite collaboration et d'une relation de confiance restaurée entre la ville et le SDIS 34, la Ville a identifié dès 2020 une emprise foncière située au sein de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque, rue du Mas Saint Pierre. La délibération V2020-103 du 5 octobre 2020 en a validé le principe.

Le projet étant aujourd'hui affiné, l'emprise identifiée est d'environ 5 193 m<sup>2</sup> et est constituée des parcelles cadastrées OL n°48p, 51p dont elle est propriétaire ainsi que de la parcelle OL n°91, récemment acquise par la Ville. Un bail emphytéotique administratif est en cours de finalisation avec le SDIS 34 afin de sécuriser les investissements qui seront réalisés par le preneur.

Dans ce cadre, le preneur à bail sollicite la possibilité de se voir dès à présent octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du centre de secours. Il est ainsi proposé d'autoriser le SDIS 34 ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet du centre de secours.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le SDIS 34 ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à l'aménagement, sur les parcelles cadastrées OL n°48p, 51p et OL 91, en cours de découpage cadastral, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 16 février 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de division\_IndA.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20230208-217728-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/23  
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.